

2018

Rapport général de la Cour des comptes
sur le projet de loi portant règlement du
compte général de l'Etat de l'exercice 2018



Cour des comptes
Grand-Duché de Luxembourg

Sommaire

Table des matières

1. **Compte général 2018 suivant la législation nationale**
2. **Fonds spéciaux de l'Etat**
3. **Compte général 2018 suivant les règles SEC 2010, y compris la dette publique (20^e actualisation du PSC du 23 avril 2019)**
4. **Contrôle portant sur la légalité et la régularité d'un échantillon de dépenses réalisées au cours de l'exercice 2018 et ayant trait aux traitements des fonctionnaires, aux indemnités des employés de l'Etat, aux salaires des salariés de l'Etat respectivement aux indemnités des étudiants au service de l'Etat**

Art. 10. (2) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat
« [Le compte général de l'Etat] porte sur l'ensemble des recettes et dépenses de l'Etat par article budgétaire, ainsi que sur les fonds spéciaux, et est présenté suivant la même subdivision que le budget »

1. Compte général 2018 suivant la législation nationale

Situation globale de l'exécution du budget 2018 (page 11)

Budget définitif 2018

- Déficit prévu de **966,92 millions d'euros**

Compte général 2018

- Déficit de **425,05 millions d'euros**

Différence de **541,86 millions d'euros**

- Prise en compte de la comptabilisation des produits et des remboursements d'emprunts non prévus au budget définitif
 - Recettes en capital : **+650 millions d'euros**
→ Nouveaux emprunts pour 650 millions d'euros
 - Dépenses en capital : **+1.050 millions d'euros**
→ Remboursement de prêts bancaires par le Fonds de la dette publique (700 millions d'euros)
→ Dotation supplémentaire (350 millions d'euros) du Fonds des routes et du Fonds du rail

	Budget définitif 2018	Compte général 2018	Variation	
			en valeur	en %
Recettes				
- courantes	13.981.052.042,00	15.076.312.932,70	1.095.260.890,70	7,83%
- en capital	83.494.200,00	752.738.193,71	669.243.993,71	801,55%
Total recettes (1)	14.064.546.242,00	15.829.051.126,41	1.764.504.884,41	12,55%
Dépenses				
- courantes	13.396.173.610,00	13.555.394.893,22	159.221.283,22	1,19%
- en capital	1.635.288.255,00	2.698.707.380,97	1.063.419.125,97	65,03%
Total dépenses (2)	15.031.461.865,00	16.254.102.274,19	1.222.640.409,19	8,13%
Excédent de dépenses (2) - (1)	966.915.623,00	425.051.147,78	-541.864.475,22	

1. Compte général 2018 suivant la législation nationale

Situation globale de l'exécution du budget 2018 – hors opération d'emprunts (page 13)

Budget définitif 2018

- Déficit prévu de **966,92 millions d'euros**

Compte général corrigé 2018

- Déficit de **25,05 millions d'euros**

Différence de **941,86 millions d'euros**

- Augmentation des recettes courantes
 - Impôt sur le revenu des collectivités
→ **+587,87 millions d'euros**
 - Impôt retenu sur les revenus de capitaux
→ **+157,14 millions d'euros**
 - Impôt sur la fortune
→ **+108,18 millions d'euros**
 - Impôt retenu sur les traitements et salaires
→ **+69,10 millions d'euros**
 - Droits d'enregistrement
→ **+63,99 millions d'euros**

	Budget définitif 2018	Compte général 2018	Variation	
			en valeur	en %
Recettes				
- courantes	13.981.052.042,00	15.076.312.932,70	1.095.260.890,70	7,83%
- en capital	83.494.200,00	102.738.193,71	19.243.993,71	23,05%
Total recettes (1)	14.064.546.242,00	15.179.051.126,41	1.114.504.884,41	7,92%
Dépenses				
- courantes	13.396.173.610,00	13.555.394.893,22	159.221.283,22	1,19%
- en capital	1.635.288.255,00	1.648.707.380,97	13.419.125,97	0,82%
Total dépenses (2)	15.031.461.865,00	15.204.102.274,19	172.640.409,19	1,15%
Excédent de dépenses (2) - (1)	966.915.623,00	25.051.147,78	-941.864.475,20	

1. Compte général 2018 suivant la législation nationale

Recettes du budget 2018 (page 18)

- Les recettes totales dépassent les prévisions du budget de **12,55%**, soit **1.764.504.884,41 euros**
- En faisant abstraction des produits d'emprunts contractés en 2018 :
Les recettes totales dépassent les prévisions du budget de **7,92%**, soit **1.114.504.884,41 euros**

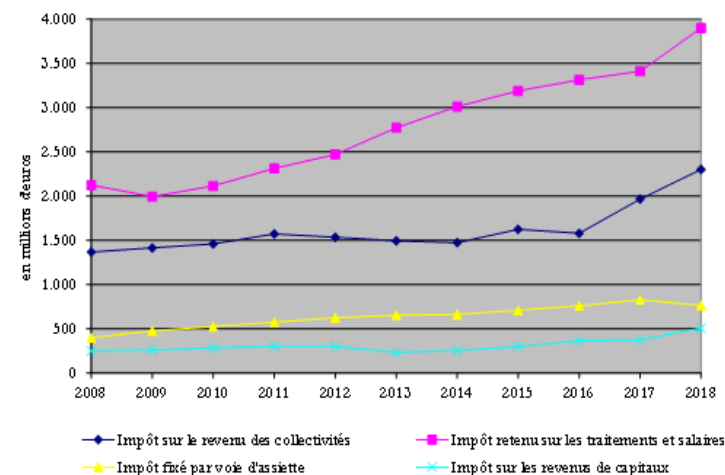
Evolution des principaux **impôts directs** entre 2017 et 2018

Augmentation ↗ des impôts

- retenus sur les traitements et salaires **(+487 millions d'euros; +14,3%)**
- sur le revenu des collectivités **(+336,5 millions d'euros; +17,1%)**
- sur les revenus de capitaux **(+134,3 millions d'euros; +35,8%)**

Diminution ↘ des impôts

- fixés par voie d'assiette **(-62,3 millions d'euros; -7,5%)**



1. Compte général 2018 suivant la législation nationale

Recettes du budget 2018

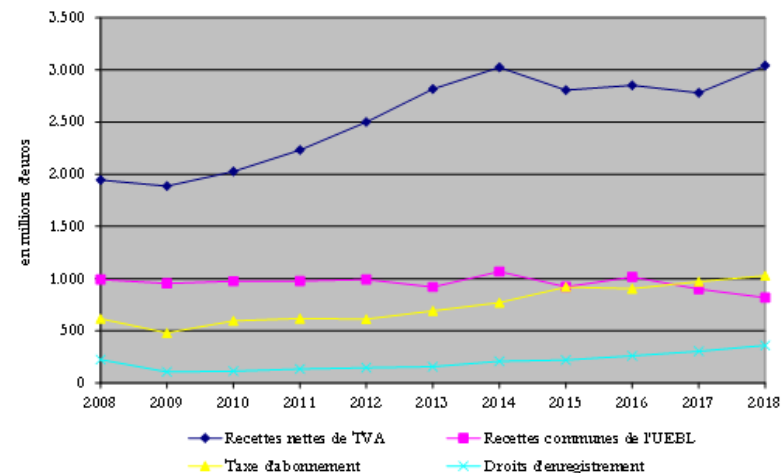
Evolution des principaux **impôts indirects** entre 2017 et 2018

Augmentation ↗

- des recettes nettes de TVA (**+259,9 millions d'euros; +9,3%**)
 - Développement favorable des activités économiques
- des droits d'enregistrement (**+55,0 millions d'euros; +18,1%**)
 - Dynamisme des transactions sur le marché immobilier et du changement du taux d'imposition des plus-values immobilières
- de la taxe d'abonnement (**+55,0 millions d'euros; +5,7%**)
 - Evolution positive des marchés boursiers

Diminution ↘

- des recettes communes de l'UEBL (**-80,6 millions d'euros; -9,0%**)
 - Baisse des recettes provenant du versement du solde définitif de 2017 à la Belgique



1. Compte général 2018 suivant la législation nationale

Dépenses du budget 2018 (page 22)

- Dépenses totales effectives dépassent les prévisions du budget de **8,13% (1.222.640.409,19 euros)**
- Dépenses courantes supérieures de **1,19% (159.221.283,22 euros)** par rapport aux prévisions
- Dépenses en capital supérieures de **65,03% (1.063.419.125,97 euros)** par rapport aux prévisions

Comparaison des dépenses entre le budget définitif et le compte général

Augmentation ↗

- du remboursement de la dette publique **(+699.999.900,00 euros)**
- des dotations des fonds de réserve **(+328.501.453,79 euros)**
- des transferts de revenus aux administrations de sécurité sociale **(+119.893.974,69 euros)**
- des achats de terrains et de bâtiments dans le pays **(+89.571.184,97 euros)**

Diminution ↘

- des transferts de capitaux aux entreprises **(-32.912.775,80 euros)**
- de la réalisation d'ouvrages de génie civil **(-22.641.296,11 euros)**

1. Compte général 2018 suivant la législation nationale

Suivi des conclusions et recommandations de la COMEXBU formulées dans le cadre du projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2017 (page 33)

- | | | |
|----|--|--|
| 1. | Opérer les reports des soldes du budget pour ordre en fin d'exercice | Cette recommandation n'est plus réitérée |
| 2. | Présenter l'évaluation des 258 mesures du paquet pour l'avenir | Cette recommandation n'est plus réitérée |
| 3. | Présenter l'impact budgétaire ex post de la mise en œuvre de la réforme fiscale | NON |
| 4. | Réforme de la procédure budgétaire – nouvelle architecture budgétaire « LOLF » | NON |
| 5. | Présenter l'évolution de la dette publique, coûts et remboursement des emprunts | OUI |
| | Publication d'un rapport semestriel sur l'exécution des obligations afférentes au service de la dette | NON |
| 6. | Clarifier si l'autorisation d'émission d'emprunt doit faire l'objet d'une loi spéciale au sens de l'article 99 de la Constitution ou si une autorisation dans le cadre de la loi budgétaire est suffisante | NON |
| 7. | Respecter les dispositions de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'Etat à la lettre | - |
| 8. | Améliorer la présentation des dépenses des fonds spéciaux | NON 7 |

2. Fonds spéciaux de l'Etat

Fonds spéciaux de l'Etat (page 35)

Défaut d'une ventilation détaillée des dépenses par projet

- Fonds de la coopération au développement
- Fonds pour les monuments historiques
- Fonds d'équipement sportif national
- Fonds pour la protection de l'environnement
- Fonds climat et énergie
- Fonds d'orientation économique et sociale pour l'agriculture
- Fonds spécial pour le financement des infrastructures socio-familiales dépendant du ministère de la Famille
- Fonds spécial pour le financement des infrastructures d'enseignement privé et des infrastructures socio-familiales dépendant du ministère de l'Education nationale de l'Enfance et de la Jeunesse

2. Fonds spéciaux de l'Etat

Evolution des avoirs des fonds spéciaux (page 36)

↗ des avoirs de **29.169.557 euros (+1,50%)**

Avoirs au 01.01.2018	Alimentation budgétaire	Recettes	Dépenses	Avoirs au 31.12.2018
1.939.350.325	4.550.260.697	6.502.647.663	6.473.478.106	1.968.519.882

Projet de budget 2018 avait prévu une ↘ des avoirs de 8,80% ou bien
144.751.689 euros

- Recettes + élevées que prévues **(+351,44 millions d'euros)**
- Dépenses + élevées que prévues **(+177,52 millions d'euros)**
- Croissance des recettes plus importante que la croissance des dépenses

Hors recettes d'emprunt : ↘ des avoirs de **320.830.443 euros (-16,54%)**

- Fonds des routes **(+150 millions d'euros)**
- Fonds du rail **(+200 millions d'euros)**

3. Compte général 2018 suivant les règles du SEC 2010

Solde financier de l'administration publique (2013-2023)

(page 48)

2013-2018 Solde financier positif

2018 Surplus de **1.514 millions d'euros**
Solde 2018 (**2,6%**) ↗ par rapport à 2017 (1,4%)
Statec (Avril 2019) : **1.418 millions d'euros (2,4%)**

2019 Surplus de **632 millions d'euros**
Solde 2019 (**1,0%**) ↘ par rapport à 2018

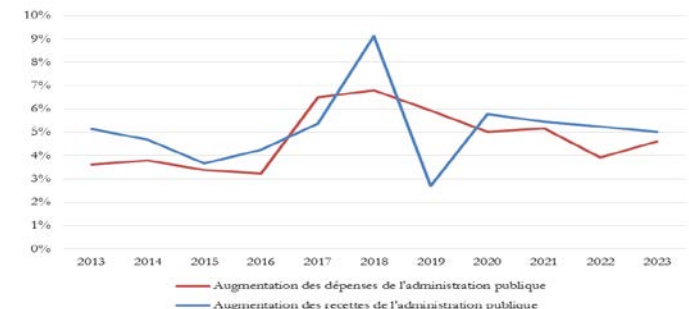
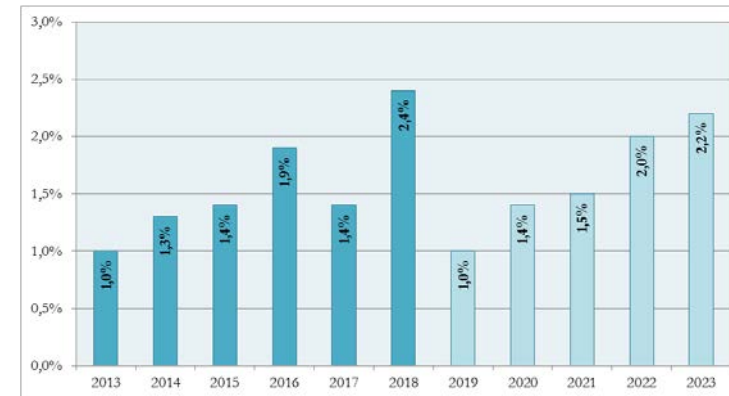
2020-2023 Augmentation continue du solde jusqu'en 2023
Solde 2023 de **1.641 millions d'euros (2,2%)**

Evolution des recettes et des dépenses

2018 ↗ des recettes **plus rapide que** ↗ des dépenses

2019 ↗ des recettes **moins rapide que** ↗ des dépenses

2020-2023 ↗ des recettes **plus rapide que** ↗ des dépenses



3. Compte général 2018 suivant les règles du SEC 2010

Solde financier des sous-secteurs de l'administration publique (2013-2023) (page 50)

Administration publique comprend **3 sous-secteurs** :

1. Administration centrale
Budget de l'Etat, fonds spéciaux de l'Etat, organismes contrôlés ou financés majoritairement par l'Etat (établissements publics, fondations, services de l'Etat à gestion séparée)
2. Administrations locales
3. Administrations de sécurité sociale

2013-2017 Soldes **négatifs** de l'administration centrale

2018 Solde **positif** de l'administration centrale de **85,5 millions d'euros**

Entre les exercices 2017 et 2018, la croissance des recettes (+1.683 millions d'euros) dépasse celle des dépenses (+1.323 millions d'euros)

2019-2022 Soldes **négatifs** de l'administration centrale

→ Déficit cumulé de **2.634 millions d'euros** (2013-2023)

→ Transferts très importants de l'administration centrale vers la sécurité sociale

Exercice	Administration publique		Administration centrale		Administrations locales		Sécurité sociale	
	mio €	% du PIB	mio €	% du PIB	mio €	% du PIB	mio €	% du PIB
2013	453,6	1,0	-464,0	-1,0	170,6	0,4	747,0	1,6
2014	655,8	1,3	-163,9	-0,3	138,1	0,3	681,6	1,4
2015	736,2	1,4	-222,3	-0,4	196,2	0,4	762,3	1,5
2016	988,4	1,9	-103,2	-0,2	131,5	0,2	960,1	1,8
2017	792,6	1,4	-274,6	-0,5	76,8	0,1	990,4	1,8
2018	1.418,0	2,4	85,5	0,2	270,9	0,6	1.061,6	1,8
2019	632,0	1,0	-650,0	-1,1	285,0	0,5	997,0	1,6
2020	876,0	1,4	-515,0	-0,8	340,0	0,5	1.051,0	1,6
2021	1.002,0	1,5	-482,0	-0,7	393,0	0,6	1.091,0	1,6
2022	1.449,0	2,0	-44,0	-0,1	335,0	0,5	1.158,0	1,6
2023	1.641,0	2,2	200,0	0,3	305,0	0,4	1.136,0	1,5

3. Compte général 2018 suivant les règles du SEC 2010

Dette publique consolidée de l'administration publique (page 52)

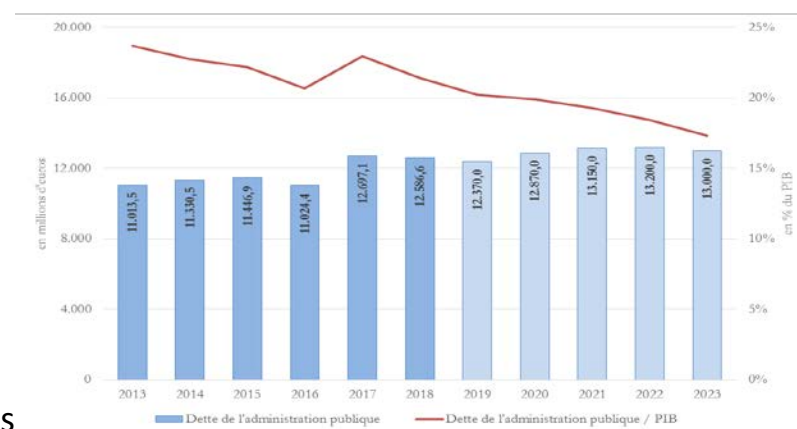
1. Dette de l'administration centrale
2. Dette des administrations locales
3. Dette des administrations de sécurité sociale

Situation fin 2017

- Augmentation de la dette publique par rapport à 2016

Situation fin 2018

- Diminution de la dette de l'administration publique pour atteindre **12,6 milliards d'euros** ou bien **21,4%** du PIB
 - Prêts bancaires contractés : 650 millions d'euros
 - Remboursement de prêts bancaires : 700 millions d'euros



Evolution de la dette publique 2019-2023 (20e actualisation du PSC)

- Augmentation de la dette publique en termes absolus pour atteindre **13,2 milliards d'euros** fin 2022
- Diminution progressive de la dette publique exprimée en % du PIB à **17,3%** en fin 2023 (résultat de la croissance du PIB sur la période considérée)
- Coût lié au service de la dette publique reste stable autour de 0,2% du PIB